

« Machine à broyer » et vague de suicides, la direction générale des finances publiques passée au rouleau compresseur

Lecture 1 min

[Accueil](#) [Politique](#)



Depuis la fusion des anciennes direction générale des impôts et direction générale de la comptabilité publique, en 2008, 32 000 postes ont été supprimés au total. © Crédit photo : AFP

Par SudOuest.fr

Publié le 08/07/2025 à 11h26.

Douze suicides ont été recensés depuis janvier à la direction générale des finances publiques et huit autres personnes ont tenté de se donner la mort. Un bilan alarmant qui interroge sur les conditions de travail et les réorganisations

Une série noire. Depuis le 1^{er} janvier, douze personnes dépendant de la direction générales des finances publiques (DGFIP) se sont suicidées à travers l'Hexagone, et huit autres ont tenté de mettre fin à leurs jours, rapporte « [Le Monde](#) », selon les données fournies par l'administration. « Ce sont des drames qui traumatisent tout notre collectif, et des chiffres préoccupants. Je ne veux en rien les minimiser », explique la directrice, Amélie Verdier.

Ce n'est pas la première fois que la DGFIP est touchée par une [vague de suicides](#). Déjà en 2012, dix-neuf avaient été recensés. Depuis, leur nombre était retombé entre six et douze par an, neuf pour l'année 2024. Des chiffres largement dépassés en à peine un semestre, qui suscitent l'inquiétude des dirigeants, personnels et syndicats. Si cela venait à se prolonger sur le reste de l'année, cela correspondrait à un taux de suicide deux fois plus élevé que celui constaté dans l'ensemble de la population française.

Des suicides liés au travail ?

Amélie Verdier a prévu de faire le point avec les syndicats ce mercredi 9 juillet et d'annoncer plusieurs mesures. Pour plusieurs cas de suicides, le lien avec le travail paraît assez mince. Sur les vingt suicides ou tentatives répertoriés depuis le début de l'année, seuls deux ou trois se sont déroulés sur le lieu de travail. En treize ans, « l'imputabilité au service (organisation et fonctionnement) n'a été établie qu'à trois reprises, la dernière remontant à 2018 », stipule la directrice.

De quoi agacer les syndicats qui regrettent qu'une enquête ne soit lancée que si les faits se sont produits sur lieu de travail. « Nous avons vraiment besoin de savoir si des motifs professionnels sont en jeu », assure la secrétaire générale du syndicat Solidaires-Finances publiques. « Les réorganisations, le chamboule-tout permanent dans notre administration ont parfois des conséquences gravissimes sur nos collègues fragiles », ajoute-t-elle.

Doute et malaise

Depuis 2008, 32 000 postes ont été supprimés au total, ramenant l'effectif à près de 94 000 agents fin 2024, mais avec le même nombre de missions à réaliser. « La DGFIP est devenue une machine à broyer », selon un tract de la CGT. D'après le dernier sondage réalisé par internet en février dernier, doute et malaise sont les maîtres mots pour la plupart des agents ayant répondu. Pour 60 % d'entre eux, la DGFIP n'évolue pas dans le bon sens et un fonctionnaire sur trois estime son niveau de stress très élevé.

En réponse, la direction compte mettre en place un « plan de prévention » et « généraliser les formations aux premiers secours en santé mentale déjà testées dans la région Centre-Val de Loire ». Des mesures qui risquent de ne pas suffire aux yeux des syndicats.